Commission mixte CA/CS de l'UPMF

« Dispositifs innovants pour dynamiser la recherche »

Rapport final et liste des propositions

Avril 2011

Introduction

La commission mixte « Dispositifs innovants pour la recherche » se compose d'enseignants-chercheurs membres du Conseil d'Administration (CA), membres du Conseil Scientifique (CS) ou bien ayant participé à la commission « Carrières Maîtres de Conférence » qui s'est réunie durant l'année 2009-2010. La commission a été accompagnée de l'ensemble des membres du Service de la Recherche qui ont également contribué à la rédaction des propositions. Sont mentionnés ci-dessous les participants à cette commission avec leurs laboratoires de rattachement. En effet, la diversité des appartenances, laboratoires comme UFR/IUT, explique que certains points ont fait parfois l'objet de discussions longues et de points de vue contradictoires. Le rapport ne fait état que des propositions qui ont émergé en étant soit consensuelles, soit majoritairement soutenues par les participants.

Le rapport ci-dessous émane de 4 réunions qui ont eu lieu les 21 janvier, 4 février, 17 février et 24 mars 2011. J'ai également rencontré Cédric Buenerd du Service Formation des Personnels ainsi que plusieurs personnes du SICD2, en particulier Nadine Delcarmine et Lucie Albaret qui m'ont fait part du projet d'Archives Ouvertes de Grenoble et des outils en matière de bibliographie que le SICD2 propose aux doctorants du site. Ces propositions

n'ayant pas paru prioritaires, elles ont fait l'objet de peu de discussions en commission et sont seulement mentionnées. Une réunion commune avec la commission mixte « Organisation de la recherche » s'est tenue le 1^{er} avril 2011 afin de faire ressortir les propositions conjointes, mais formulées indépendamment (voir le rapport de l'autre commission animée par Etienne Vergès).

Membres

Membres du CA :

Florian DELMAS (LIP, MC), Thierry MENISSIER (PLC, MC HDR), Dominique RIEU (LIG, Pr.), Marcel-René TERCINET (VP CA, CRJ, Pr.)

Membres du CS :

Françoise BONTHOUX (LPNC, Pr., Animatrice de la commission), Patrick CRIQUI (EDDEN, Pr.), René FAVIER (VP Recherche, LARHRA, Pr.), Jacques ISTAS (LJK, Pr.), Daniel LLERENA (GAEL, MC HDR)

Membres de la commission « Carrières Maîtres de Conférence » :

Rébecca SHANKLAND (LIP, MC) et Dominique VAUFREYDAZ (LIG, MC)

Rapport

Les objectifs généraux de cette commission sont bien entendu les mêmes que ceux de la commission « Organisation de la recherche », puisqu'il s'agit de mieux équilibrer les activités d'enseignement et de recherche chez les enseignants-chercheurs de l'UPMF. Les objectifs développés par l'autre commission ne sont donc pas repris ici. Les dispositifs présentés ci-dessous sont spécifiquement destinés à dynamiser les activités de recherche.

Ce texte reprend les propositions de la commission en les hiérarchisant. Les deux premiers points concernent des propositions nécessaires, destinées à une application quasi-immédiate, et s'appliquent à tous les EC. Les allègements des activités hors recherche (point 3) concernent les EC membres d'un laboratoire tandis que les propositions du point 4 visent à favoriser l'intégration dans un laboratoire des EC qui sont actuellement hors laboratoire. Enfin, les propositions des points 5, 6 et 7 constituent encore des pistes à creuser et devront être sans doute reprises et approfondies. Cependant, la création d'un bureau de la

recherche pour l'aide au montage et au suivi de projets apparaît prioritaire et fondamentale pour l'ensemble des membres de la commission.

1) Compte-Rendu Annuel d'Activité des Enseignants-Chercheurs (CRAA-EC)

Le CRAA-EC a été défendu par l'ensemble des membres de la commission comme un outil primordial. Il récapitulerait chaque année pour chaque EC les activités de recherche, les activités d'enseignement et les responsabilités pédagogiques-administratives.

En ce qui concerne la recherche, il inclurait :

- les publications qualifiantes,
- 4 autres publications au maximum,
- les autres activités de recherche (contrats, colloques, collaborations, intra et inter-laboratoires). Il mentionnerait les décharges de service (CRCT, délégation, IUF, etc.) ainsi que les séjours dans d'autres laboratoires.

Pour la partie pédagogie, seraient indiquées, à côté du service d'enseignement de l'EC, les Heures Complémentaires effectuées, l'encadrement de mémoires et stages non pris en compte dans le service (cf. référentiel des EC).

Enfin, les responsabilités pédagogiques et/ou administratives seraient également mentionnées avec les éventuelles décharges correspondantes.

Ce CRAA-EC serait consultable par tous les EC.

Une commission par discipline devra établir en 2011-2012 un **référentiel SHS UPMF du publiant/produisant dans chaque discipline.**

2) Limitation des activités hors recherche

Cette mesure semble, elle aussi, incontournable. Il s'agit d'aboutir à une **limitation progressive des Heures Complémentaires (HC) : 1 service (192 h éq. TD) à partir de septembre 2011, puis 1/2 service (96h éq. TD) à partir de septembre 2012.**

Une possibilité de dérogation en fonction de la qualité de la recherche (1 publication de qualité, selon les critères de la discipline tous les 2 ans) est prévue. La demande de dérogation serait à l'initiative de l'EC ; elle serait examinée par une commission mixte CA-CS et le CA déciderait en formation restreinte. La demande de dérogation se ferait en Mai-Juin

avec une mise au point possible en Septembre-Octobre. En cas d'accord, le statut dérogatoire serait inclus dans le CRAA-EC. Il n'y a pas de possibilité de cumul entre une dérogation HC et des responsabilités administratives, la recherche devant rester une activité permanente.

Il est rappelé qu'il n'y a aucune possibilité d'HC pour les décharges de service (Président, Vice-présidents, directeurs d'UFR par exemple).

3) Allègement des activités hors recherche pour les Enseignants-Chercheurs membres d'un laboratoire

Il s'agit, par ces mesures, de dégager du temps dédié spécifiquement à la recherche afin d'augmenter le taux de publication des EC et leur participation à des projets, contrats et autres activités de valorisation de la recherche.

a. Dispositifs existants

- i. **Le Congé pour Recherche ou Conversion Thématique (CRCT)** est une décharge de service d'enseignement de 6 mois avec interdiction d'HC. Il peut être demandé au titre du CNU ou de l'établissement. Les CRCT Etablissement sont supportés pour 1/3 par les UFR/IUT, les laboratoires et le Service de la Recherche (soit, pour le Service de la Recherche 1280 € X le nombre de CRCT accordés). Le CRCT est favorisé durant les 4 premières années d'exercice et accordé au maximum tous les 6 ans. Une difficulté concerne le contrôle à opérer sur les publications subséquentes du fait du délai de publication. Cependant, chaque nouvelle demande sera examinée sur la base du rapport du CRCT précédent. Le directeur du laboratoire donnera un avis immédiat à la fin du CRCT et un second avis 1 à 2 ans plus tard. **L'idée d'accorder 1 CRCT à chaque EC nommé depuis 4 ans maximum se heurte à la question du financement.**
- ii. **Le Crédit Temps Recherche (CTR)** est une décharge de service d'enseignement de 64h. Il est proposé de remplacer cette formule par deux dispositifs différents :

a) le Temps Activité Recherche (TAR) au bénéfice des jeunes Enseignants-Chercheurs voulant se réinvestir en recherche ou

b) la Mobilité Internationale Recherche (MIR) décharge et/ou financement pour un séjour de 1 à 3 mois, dans un laboratoire étranger (ce dernier dispositif est repris et précisé dans le point 6, « favoriser la recherche internationale »).

Critère d'attribution : reprise de l'activité de recherche après une implication pédagogique forte ou accentuation de l'activité scientifique, par exemple HDR, programme de recherche, laboratoire étranger.

Proposition : 3 TAR par an, 3 MIR par an.

Pour toutes ces mesures d'allègement du service d'enseignement, les priorités seront décidées par les directeurs de laboratoire.

b. Nouvelles mesures sollicitées

- i. La commission formule une nouvelle demande de **prise en compte de 36h** intégrées au service pour les **responsables d'une équipe de recherche** (au moins 20 personnes) dans une unité de recherche sous tutelle principale UPMF ou pour les représentants **UPMF** dans une unité de recherche multi-tutelle.
- ii. La commission préconise également que **24h** pour les **porteurs de projets ANR** (coordination des partenaires) et **48 h** pour les **porteurs de projets Union Européenne** soient intégrées au service d'enseignement.

4) Aide aux Enseignants-Chercheurs hors laboratoire. Incitation à entrer dans un laboratoire, à réinvestir la recherche : le Dispositif Intégration Labo (DIL)

Les mesures ci-dessous visent à impliquer conjointement un EC désirant rejoindre une unité de recherche labellisée et le laboratoire acceptant de l'accueillir, avec l'accord du VP recherche.

- a. **Contractualisation EC-Laboratoire (directeur d'unité) / Université (VP recherche).** D'abord un contrat serait signé entre l'EC, le directeur d'unité et le VP recherche. L'EC s'engagerait à remplir les conditions de publication du laboratoire sur le quadriennal/quinquennal (1 publication tous les 2 ans) tandis que le directeur d'unité s'engagerait à lui octroyer des moyens financiers, analogues à ceux des autres EC membres du laboratoire pour couvrir les frais de recherche (participation aux congrès par exemple) et à l'intégrer dans le laboratoire dans les 2 ans.
- b. Parallèlement, **une dotation financière (le DIL dotation) du Service de la Recherche serait versée au laboratoire** sous les mêmes conditions (ordre de grandeur : 3000 euros maximum par DIL dotation).
- c. **Une décharge de service pourrait aussi être octroyée à cet EC (le DIL décharge).** Le CRCT national est réservé aux membres des laboratoires et est attribué aux meilleurs dossiers. **Nous proposons d'en réserver 1 à 2 par an pour des EC qui souhaitent intégrer ou réintégrer un laboratoire (96h éq.TD soit un peu moins de 4000 € par DIL décharge).**

5) Demandes nouvelles en direction du Service de la Recherche

- a. **Création d'un bureau de la recherche** : cette proposition fondamentale et consensuelle vise à favoriser les réponses aux appels d'offre. Il s'agirait d'une cellule spécifiquement dédiée au montage et au suivi de projets de recherche. Elle est sans doute à re-travailler puisqu'elle paraît difficile à appliquer en l'état : ce sont les UFR/IUT, et non le Service de la Recherche, qui gèrent les personnels BIATOS.
- b. **Paiement de stagiaires sur de petits projets de recherche**, en particulier lorsque ceux-ci sont portés par des EC qui veulent réinvestir la recherche après avoir décroché (cf. point 4).

6) Favoriser la recherche et les collaborations internationales

- a. **Financer l'édition scientifique en anglais des publications (non de traduction).** Cette demande est faite dans beaucoup de disciplines mais elle

reste spécifique à chacune ; la commission ne demande donc pas la création d'une cellule centrale d'édition en anglais. Les propositions de demandes devraient être validées par le directeur de laboratoire ; elles pourraient être financées à moitié par le laboratoire et à moitié par le Service de la Recherche.

- b. **Financement de déplacement et séjour à l'étranger : MIR** cf. point 3a.ii. Les invitations dans un laboratoire étranger sont le meilleur moyen de concrétiser des collaborations de recherche. Des séjours de courte durée (1 mois, éventuellement 2 à 3 mois au maximum) sont suffisants pour la mise au point d'études conjointes ; ils nécessitent souvent un financement plutôt qu'un allègement de service. Le MIR serait cependant au choix du candidat pour un plafond de 2600 € : soit une décharge équivalente à 64h, soit le versement de frais de mobilité (l'argent serait versé au laboratoire), soit un compromis entre les 2, à préciser dans le dossier de candidature. Cette aide à des coopérations internationales de recherche relève du Service des Relations Internationales, non du Service de la Recherche.
- c. **Les EC ou chercheurs invités** : la commission émet le souhait qu'ils soient impliqués dans les recherches et ne viennent pas seulement pour dispenser des cours. Pour inciter aux co-publications, cela pourrait être indiqué dans le contrat de recrutement.
- d. **Les post-doctorants** : la thèse doit avoir été soutenue à l'étranger. Cf appel à candidatures 2011.

7) Recrutement (comités de sélection)

Un critère important pour chaque recrutement est la **volonté de s'intégrer dans une équipe de recherche UPMF** (ou au moins une équipe de site s'il n'y a pas de laboratoire dans la discipline à l'UPMF) ; cet élément sera indiqué sur les profils de poste. Après recrutement, une lettre de mission explicitera les devoirs en matière de recherche (1 publication tous les 2 ans).

Conclusion

Les réunions de cette commission ont donné lieu à de riches échanges dont les propositions présentées dans le rapport ne peuvent rendre compte. Il me semble cependant important de mentionner, pour conclure, que tous les membres présents considèrent que l'activité de recherche fait partie intégrante du service de tout EC. C'est pourquoi les mesures incitatives visent à la faciliter soit de façon permanente par la limitation des activités pédagogiques qui dépassent le service, soit de façon temporaire par des dispositifs d'allègement du service d'enseignement lui-même, soit encore en favorisant le dynamisme des laboratoires et les collaborations, internationales en particulier. Mais je ne crois pas changer l'esprit général du groupe en ajoutant qu'en revanche, la commission n'est pas favorable à des mesures, notamment financières, qui viseraient à récompenser un EC du fait d'une activité de recherche particulièrement notable (un niveau de publication exceptionnel par exemple), puisque d'autres dispositifs (IUF, PES par exemple) le font déjà. Enfin, je regrette que nous n'ayons pas eu le temps de d'aborder la question des Ecoles Doctorales alors que leur dynamisme est l'une des clés de la recherche en devenir.